



Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques
et des Installations Classées
JPV

ARRÊTÉ

n° 2014056-0002 du 25 FEV. 2014

portant mise en demeure à la Sté HOLCIM Granulats de respecter les prescriptions imposées à son arrêté préfectoral réglementant la surveillance de la qualité des eaux souterraines pour sa carrière de Rixheim, au titre du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement

Préfet du Haut-Rhin

Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National et du Mérite

- VU le Code de l'environnement, Livre V, titre 1er, et notamment son article L171-8,
- VU l'arrêté préfectoral n°88905 du 7 novembre 1988 (autorisation d'exploiter; durée de validité de 15 ans; remise en état:
• réaménagement en fond de fouille pour un usage agricole, pour le secteur à l'Est du chemin de Bartenheim; délai de 1 an autorisé pour achever la remise en état soit donc au plus tard le 7 novembre 2004,
• remblaiement et restitution à usage agricole, pour les terrains à l'Ouest du chemin de Bartenheim; délai de 4 ans autorisé pour achever le remblaiement après exploitation des terrains soit donc au plus tard le 7 novembre 2007),
- VU l'arrêté préfectoral n°940435 du 29 mars 1994 (prescriptions complémentaires : surveillance nappe et surveillance qualité des remblais),
- VU l'arrêté préfectoral n°951476 du 2 août 1995 (prescriptions complémentaires : matériaux de remblais),
- VU l'arrêté préfectoral n°982048 du 8 juillet 1998 (prescriptions complémentaires : plan d'exploitation, contrôle de la qualité des eaux souterraines),
- VU l'arrêté préfectoral n°991248 du 10 juin 1999 (prescriptions complémentaires: garanties financières de remise en état); dispositions abrogées,
- VU l'arrêté préfectoral n°02-1854 du 8 juillet 2002: autorisation de changement d'exploitant au profit de la Sté HOLCIM Granulats,
- VU l'arrêté préfectoral n°2005-41-2 du 10 février 2005 (prescriptions complémentaires :
• prolongement du délai de remise en état pour le secteur Nord-Ouest: 5ans et 6 mois soit donc au plus tard le 10 août 2010,
• garanties financières de remise en état,
• renforcement de la surveillance des eaux souterraines et amélioration du réseau de surveillance, notamment en ce qui concerne l'ancienne décharge communale sur la partie Nord des terrains à l'Ouest du chemin de Bartenheim),
- VU le PV de récolement du 18 octobre 2007 pour les terrains du secteur 2, et du secteur 3 (zone C et zone D),

VU l'arrêté préfectoral n°2012 – 163- 0004 du 11 juin 2012 (*prescriptions complémentaires notamment en matière de surveillance de la qualité des eaux souterraines*) ,

VU le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 31 janvier 2014,

CONSIDERANT que la surveillance de la qualité des eaux souterraines est fixée à l'article 3-2-1 de l'arrêté du 11 juin 2012 susvisé, en termes de fréquence et paramètres à surveiller,

CONSIDERANT qu'il n'a pas été procédé à la campagne de surveillance du 2eme semestre 2013 pour les puits de contrôles du secteur Ouest de la carrière [Pz n°255 (dit Pz4 Amont décharge) ; Pz n°183 (dit Pz2 Aval Ouest-Secteur Ouest) ; Pz n°184 (dit Pz3 Aval Est-Secteur Ouest)]

CONSIDERANT en conséquence que la Sté HOLCIM Granulats ne respecte pas les dispositions réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral du 11 juin 2012 susvisé (*article 3-2-1*),

CONSIDÉRANT que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L 514-1 du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin ,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

L'exploitant de la Sté HOLCIM Granulats, dont le siège social est Espace Plein Sud II – 12 B, rue des Hérons – 67960 ENTZHEIM, désigné « l'exploitant » dans le présent arrêté, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'article 3-2-1 de l'arrêté préfectoral n°2012-163-0004 du 11 juin 2012 susvisé, reprises à l'article suivant, dans le délai imparti à l'article suivant, qui s'appliquent à son site de carrière de Rixheim, situé de part et d'autre du chemin de Bartenheim.

Article 2 :

Dans un délai de 4 mois et conformément aux dispositions de l'article n°3-2-1 de l'arrêté préfectoral du 11 juin 2012 susvisé, s'agissant de la surveillance de la qualité des eaux souterraines :

«Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur, par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère concerné pour les paramètres considérés.

Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

(...).

► Réseau Ouest, par rapport au chemin de Bartenheim :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
413-7-182	PzOuest1 Amont Est	Annuelle en période de hautes eaux	PH	1302
			Indice hydrocarbures	1442
			Hydrocarbures dissous	2962
			Arsenic- As	1369
			Cadmium- Cd	1388
			Chrome - Cr	1389
			Mercure -Hg	1387
			Plomb- Pb	1382
			Nickel - Ni	1386
			Cyanures- CN	1390
			Chlorures	1337
			Sulfates	1338
			Nitrates	1340
			Trichloroéthylène	1286
			Tétrachloroéthylène	1272
413-7X-0255	PzOuest4 Aval immédiat décharge communale réalisé mai/juin 2005	Semestrielle en périodes de : - basses eaux - hautes eaux	PH	1302
			Indice hydrocarbures	1442
			Hydrocarbures dissous	2962
			Arsenic- As	1369
			Cadmium- Cd	1388
			Chrome - Cr	1389
			Mercure -Hg	1387
			Plomb- Pb	1382
			Nickel - Ni	1386
			Cyanures- CN	1390
413-7-183	PzOuest2 Aval Ouest		Chlorures	1337
			Sulfates	1338
			Nitrates	1340
			Trichloroéthylène	1286
			Tétrachloroéthylène	1272
			benzo[b] fluoranthène,	1116
			benzo[k] fluoranthène,	1117
417-7-184	PzOuest3 Aval Est		benzo[ghi] pérylène,	1118
			indéno[1,2,3-cd] pyrène	1204
			Benzo (a)pyrène	1115

► Réseau Sud-Est, par rapport au chemin de Bartenheim :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
413-7x-0256	PzEst4 Amont Zone C Ouvrage réalisé en mai/juin 2005	Semestrielle en périodes de : - basses eaux - hautes eaux	PH	1302
			Indice hydrocarbures	1442
			Hydrocarbures dissous	2962
			Indice phénol	1440
			Chlorures	1337
			Sulfates	1338
			Nitrates	1340
			Ammonium	1335
			Fer- Fe	1393
			Manganèse -Mn	1394
			Arsenic- As	1369
			Cadmium- Cd	1388
			Chrome - Cr	1389
			Mercure -Hg	1387
413-7-199	PzEst1 Amont Zone D		Plomb- Pb	1382
			Nickel - Ni	1386
			1,2 dichloroéthane	1161
			Trichloroéthylène	1286
			Tétrachloroéthylène	1272
			benzo[b] fluoranthène,	1116
			benzo[k] fluoranthène,	1117
			benzo[ghi] pérylène,	1118
			indéno[1,2,3-cd] pyrène	1204
			Benzo (a)pyrène	1115

► Réseau Nord-Est, par rapport au chemin de Bartenheim:

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site	Fréquence des analyses	Paramètres	
			Nom	Code SANDRE
413-7-200	Pz2Est Aval Ouest zone D	Semestrielle en périodes de : - basses eaux - hautes eaux	PH	1302
			Indice hydrocarbures	1442
			Hydrocarbures dissous	2962
			Chlorures	1337
			Sulfates	1338
			Nitrates	1340
			Fer- Fe	1393

413-7-201	Pz3Est Aval Est zone D	Aluminium- Al	1370
		Arsenic- As	1369
		Chrome - Cr	1389
		Mercure -Hg	1387
		Cyanures- CN	1390
		Nickel - Ni	1386
		Trichloroéthylène	1286
		Tétrachloroéthylène	1272
		benzo[b] fluoranthène,	1116
		benzo[k] fluoranthène,	1117
		benzo[ghi] pérylène,	1118
		indéno[1,2,3-cd] pyrène	1204
		Benzo (a)pyrène	1115

(...). ».

Article 3 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

Article 4 :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de l'exploitant.

Article 5 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de MULHOUSE et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 25 NOV. 2013

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général


Christophe MARX

Délais et voies de recours

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue 6 mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

